

LES CAHIERS D'EUROPE 21

Comment régénérer l'Europe ?



Au lendemain de la 1^{ère} Guerre mondiale Paul Valéry a écrit « Nous savons aujourd'hui que notre civilisation est mortelle » et il dénonçait une faillite de l'esprit européen, c'est-à-dire de ses idéaux et de ses institutions. Depuis plus de vingt ans Philippe Herzog n'a cessé d'explorer le devenir de cette civilisation. Mettant en valeur la renaissance qui a eu lieu après la 2^{ème} Guerre Mondiale il a constamment œuvré à repenser le projet politique européen dans le contexte révolutionnaire qu'est la mondialisation. Pour lui aujourd'hui l'enjeu culturel est gravement négligé, les œillères obturent la conscience, et comme Edgar Morin, il appelle à une politique de civilisation. Prolongeant son dernier essai « Un nouveau récit pour l'Europe », cet article « Régénérer l'Europe » synthétise l'urgence et la pleine actualité du propos.

Il ne faut pas se contenter de déplorer le caractère médiocre de la campagne des élections européennes, il faut le comprendre. Les citoyens ne se désintéressent pas de la politique, au contraire. Mais celle de l'Union européenne ne fait plus sens quand les enjeux sont dévoyés par des rapports de forces partisans. Et si la campagne n'intéresse pas, c'est aussi parce que la plupart des citoyens ont le sentiment que leurs préoccupations essentielles sont escamotées. Il faut régénérer les idéaux de paix et de prospérité qui ont inspiré la création de la Communauté il y a 75 ans.

Education, rôle de l'Europe dans le monde, maîtrise de l'économie, tout est à repenser, à partager, et en ce sens une refondation de l'Union européenne est indispensable. Philippe Herzog argumente et propose avec passion et avec le souci de transmettre une longue expérience. Il appelle à en finir avec une gouvernance technocratique qui a profondément éloigné les citoyens des institutions communes. Il engage à former une démocratie plurinationale et incite à aimer l'Europe en dépit de ses errements et à les dépasser. Pour lui c'est une épopée et une tâche qui dans son esprit s'inscrivent dans la perspective d'une civilisation mondiale pacifique et fraternelle.

SOMMAIRE

Un projet politique doit s'inscrire dans l'histoire de la civilisation

Le défi culturel : désobstruction et rééducation

- Les Européens se méconnaissent
- La soumission à la technique

Le défi géopolitique : devenir une force de paix et de coopération

- Russie-Ukraine, quels devoirs pour l'Union ?

Le défi économique : refonder l'Union pour le bien commun

- Le cœur des réformes structurelles : la répartition des rôles entre public et privé

Vers une démocratie partenariale et plurinationale

La question des ressources spirituelles est décisive

Un projet politique doit s'inscrire dans l'histoire de la civilisation

L'Europe est une civilisation bimillénaire où entre chaos, échecs et renaissances, des sociétés éprises de liberté ont voulu construire leur propre histoire et même celle du monde. Depuis plusieurs siècles ils ont nourri l'idée d'une communauté politique pour établir « une paix perpétuelle ». Après deux guerres mondiales cette idée a commencé à prendre corps, puis l'Occident a engendré cette révolution qu'on appelle « mondialisation ». Mais la conscience des enjeux qu'impliquent ces mutations n'a pas mûri et le devenir de l'Europe est en train de sombrer dans l'insignifiance.

Dans son introduction à l'ouvrage collectif « *After the storm* », publié en 2015 peu après son mandat de Président du Conseil européen, Herman van Rompuy a déclaré : *J'entends parler d'un nouveau récit. Mais ce serait faire preuve d'un grand discernement dans un monde postmoderne qui a laissé derrière lui les grandes histoires. J'ai plus foi dans une Union durable de valeurs, des valeurs publiques qui nous unissent comme elles unissent les Etats-Unis, une réalité qui manque souvent dans le reste du monde.*

Cette position, celle d'un humaniste, ne m'a pas surpris. Alors que les mutations exigeraient de repenser le projet de l'après-guerre et refonder une Union en crise, les élites et les gouvernants ont renoncé à donner sens à l'histoire européenne. Il y a pourtant grand besoin d'une prise de conscience collective des nouveaux enjeux de civilisation. Ce renoncement est inacceptable.

Si les Européens ne poursuivent pas l'effort de s'interroger sur la crise de leur propre culture et de s'inscrire autrement dans l'histoire du monde, le projet politique européen perdra toute signification.

Invoquer « nos valeurs » ne réunit plus quand l'humanisme européen a perdu sa force. Elles ont reposé sur des idéaux qui sont perdus de vue alors qu'il faut les régénérer

avec une autre vision du monde. Et parler de « postmodernité » dispense d'un diagnostic rigoureux sur les temps actuels. Baudelaire disait *La modernité c'est une mode !* Que signifie postmodernité ? Le « transhumanisme » associé à la révolution technologique ? La sortie du christianisme et la fin des Lumières ? Le renoncement à la métaphysique, c'est à dire à la quête de vérité sur l'histoire de l'esprit humain ?

Dans « Notre jeunesse » (1910) Charles Péguy dénonçait le monde moderne comme celui de ceux qui n'ont plus rien à apprendre. « *C'est la première fois dans l'histoire du monde que tout un monde vit et prospère, paraît prospérer contre toute culture* ». Ce diagnostic d'un vécu de ce que des philosophes ont appelé « nihilisme » ne vaut-il pas encore aujourd'hui ? Il faut nous interroger.

L'Europe est un espace de création extraordinaire qui a voulu élever l'homme dans la vérité et le bien, mais qui en même temps a nourri une volonté de puissance poussée jusqu'à la destruction du monde. Ne nous illusionnons pas : ce passé a laissé plus que des traces, on ne peut pas en faire table rase. Or le monde a changé de base mais face à des défis extraordinaires nous gardons nos œillères et nous avons peur de l'avenir. Je dis « nous », ce n'est pas vrai pour chacun mais ça l'est collectivement en tant qu'Européens.

Dès 1946 Karl Jaspers a saisi l'époque qui s'ouvrait après les guerres mondiales. Dans une conférence intitulée « Une tâche infinie », il déclarait : Ce qui commence maintenant après la fin de l'histoire universelle [conçue par l'Europe] c'est l'histoire de l'humanité. Pour sortir d'une crise profonde de la pensée et de l'engagement, les Européens sauront-ils se transcender pour participer, d'égal à égal avec les autres populations du monde, à l'émergence d'une civilisation mondiale ?

Le défi culturel : désobstruction et rééducation

L'historien Marc Bloch, cofondateur de l'école des Annales avec Lucien Febvre, nous a avertis : *Nous jugeons beaucoup mais nous ne comprenons pas assez.* Et le poète Paul Valéry aussi : *L'histoire est un produit dangereux.*

La quête de vérité est un besoin vital et chacun la cherche à sa façon, mais les consciences des histoires ne s'accordent pas et des conflits violents en résultent. Il faut apprendre à comprendre celles des autres et créer les conditions d'un dialogue.

Acquérir une conscience historique commune juste et partagée est un enjeu essentiel que l'Union européenne a délibérément renoncé à affronter. Ainsi l'enseignement de l'histoire européenne est-il une peau de chagrin : le Conseil de l'Europe l'a mis en évidence dans une grande enquête récente. Par défaut nous jugeons le passé avec les préjugés du présent, l'Europe est confondue avec l'Union telle qu'instituée et beaucoup se replient sur les récits nationaux.

Les Européens se méconnaissent

L'unité de l'Europe, celle d'une civilisation riche de multiples diversités fut d'abord culturelle, objet d'une foi et d'une tâche multiséculaires. Chez les Grecs une pensée métaphysique a vu le jour quand l'homme a voulu dépasser les évidences, chercher le divin et découvrir un monde que Platon voulait bon et connaissable. Ensuite, pour faire court, dans le contexte de la décomposition de l'Empire romain et de Renaissances en Renaissances, le Christianisme puis les Lumières ont révolutionné la pensée et l'engagement. Pour le meilleur et pour le pire, car l'un et l'autre ont en même temps été nourris d'une volonté de domination sans partage. Tout ceci a fait naufrage au XXe siècle. Une déconstruction critique s'est développée mais déconstruire ne vaut que par la capacité de reconstruire. Déchristianiser, prôner la fin de la métaphysique sans ressourcer les capacités de discerner le vrai et le bien, ne font qu'aggraver le sentiment de perte de sens et pousser des jeunes vers la radicalité ou le désespoir. Nous ne ferons pas retour au passé, mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. Apprenons du passé pour espérer voir plus loin.

Après deux guerres mondiales, un effort de renaissance a eu lieu qui a puisé dans les idéaux des traditions. Une Déclaration universelle des droits de l'homme fut adoptée à l'ONU par les Etats qui s'engageaient à la respecter, et une Communauté économique européenne a vu le jour. La plupart des pionniers-fondateurs étaient des démocrates chrétiens. Robert Schuman a renoué avec l'idéal cosmopolite de paix perpétuelle non pas simplement entre les Européens mais pour le monde entier. A Caux en 1947, devant une salle où deux cents Allemands étaient présents, une jeune résistante leur a dit : « Je vous demande pardon pour ma haine ».

Mais trop de haines empêchaient de commencer à bâtir d'emblée une Communauté politique. Aussi Jean Monnet, planificateur et promoteur de la coopération entre les nations, a commencé par l'économie. On ne l'apprend pas mais il ne fut pas l'apôtre du marché commun. Celui-ci a été la revendication première de l'Allemagne dans la négociation du Traité de Rome. La méthode Monnet fut celles des solidarités concrètes, à commencer par les infrastructures industrielles.

Contrairement à l'espoir initial, la Communauté économique n'a jamais pu devenir politique. Certes l'idée des Etats-Unis d'Europe a fait du chemin. Elle reposait sur une utopie libérale, constitutionnelle et universaliste qui n'a pas fait corps. J'ai connu une époque où l'on parlait encore de bâtir une Fédération mais imiter le modèle des Etats-Unis d'Amérique était un leurre. Nos nations veulent rester des nations. L'adage de Jean Monnet *Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes* reste précieux, de même sa méthode des solidarités concrètes, mais l'intégration économique s'est poursuivie dans le cadre d'une compétition exacerbée étouffant les coopérations et les solidarités qui auraient dû fortifier notre Europe. L'esprit des pionniers a fait regain dans les années 1990 avec Jacques Delors, avec des Italiens et au

Sud de l'Europe, avec des penseurs au Centre et à l'Est, mais ça n'a pas duré.

Les peuples des nations membres de l'Union méconnaissent l'histoire des autres, de ce fait ils sont liés plus par des intérêts que par des « valeurs ». Et qu'on ne dise pas que la faute en incombe aux élargissements : la méconnaissance et l'obstruction sévissent plus dans les anciens pays membres que dans les nouveaux, alors que le sens même du projet d'unité est de s'enrichir de la pluralité de tous les Européens.

D'ailleurs les fractures et divergences entre Français et Allemands sont loin d'être dissipées. En France un Etat unitaire centralisé très ancien s'est drapé des valeurs des Lumières (liberté, égalité, fraternité). Mais les Allemands, dont le foyer était le Saint-Empire romain germanique, l'ont vu détruit par l'invasion napoléonienne. Ils se sont retournés contre la France et ont alors construit un Etat puissant et conquérant. En France la démocratie a sombré, en Allemagne le nazisme n'était pas simplement le fait d'Hitler, il fut porté par une jeunesse en quête d'identité et d'héroïsme. Si nos deux peuples se sont ensuite reconstruits, ils n'ont pas pour autant fondé la Communauté sur un projet culturel et politique. Il ne faut pas surjouer le théâtre de l'entente. L'Union a adopté l'ordo libéralisme allemand et un droit de marché favorable à sa puissance exportatrice, tandis que la France se désindustrialisait. L'Allemagne campe aujourd'hui en position de force au centre de l'Europe sans promouvoir les solidarités ni porter une idée de Communauté politique.

Dans les années 2000 les nouveaux pays qui sont entrés dans l'Union avaient vécu des siècles de soumission sous le joug des grands Etats européens et des totalitarismes. Ils n'avaient pu se construire en Etats-Nations, ils le font maintenant, comment le leur reprocher ? A leur façon ils secouent la vieille Europe. Demain viendront des peuples slaves de l'Est et du Sud qui ont été les principales victimes de nos Empires. Les élargissements de l'Europe sont un actif plus qu'un passif. Mais le travail de reconnaissance mutuelle et de coopération doit s'accroître, faute de quoi l'intégration actuelle par la règle et l'institution nourrit les tensions et les divergences.

Ce que l'Occident veut aussi faire passer dans l'oubli, c'est le communisme et notre lien historique avec la Russie, qui est pourtant aussi une partie d'Europe. A l'époque des Lumières la Russie s'est tournée vers l'Ouest. Marx, quoi qu'on en pense faute de le connaître, reprit les idéaux européens par la critique et pour les refonder, espérant les incarner mieux et plus vite dans une révolution politique. Hitler et le nazisme totalitaire au contraire ont rejeté ces idéaux, mais la Russie d'Empire et la révolution bolchévique ont sombré aussi dans un totalitarisme. L'Occident s'est empressé de réintégrer l'Allemagne après-guerre mais s'est retourné violemment contre le communisme. Après la désintégration de l'Union soviétique le peuple russe, nourri d'héroïsme et d'esprit de sacrifice (non de vengeance), est resté soumis à un régime autocratique. L'onde de choc causée dans le monde par l'échec du communisme fut immense et ses

effets perdurent en profondeur dans notre inconscient mais l'Occident ne veut pas le savoir.

Il faudrait aussi considérer une autre dimension de l'histoire que Fernand Braudel et Rémi Brague ont bien mis en évidence, celle des fractures constitutives de la formation de l'Europe. Trois civilisations, la romaine, l'orthodoxe et la musulmane, se sont combattues en Méditerranée puis au-delà, mais sauf dans des périodes trop courtes, elles n'ont pu se réconcilier. Terrible handicap pour l'avenir de chacune.

La soumission à la technique

Le nihilisme contemporain est en lien profond avec le règne de la technique, comme Martin Heidegger l'a bien compris. Il est maintenant exacerbé par la révolution numérique et risque de l'être plus encore par l'intelligence artificielle. Il ne s'agit pas de nier les conquêtes et utilités engendrées par ces moyens techniques, ni de se contenter de déplorer l'insécurité et les violences associées à leurs usages ou de craindre la dissémination des outils de destruction. Il s'agit plutôt du besoin d'une critique plus profonde, individuelle et collective, afin de comprendre que toute technologie est affaire de choix, de subordination des moyens à des fins, alors qu'aujourd'hui l'homme n'est plus le sujet mais devient l'objet de ses machines. **La pensée et la volonté sont soumises et déformées au prisme de ces « outils » dans tous les domaines de la vie, au point que la liberté et la vérité sont des valeurs en cours de déshumanisation. C'est un véritable asservissement.**

La révolution numérique casse tous les codes d'apprentissages humanistes et scolaires du passé, comme l'écriture et le calcul, renvoyés à l'usage des « applications » dès le plus jeune âge. Le travail, qui fut une source fondamentale de la dignité des travailleurs et de leurs combats il y a encore un siècle, est vécu sans qualités pour beaucoup. L'ère du managérialisme combiné à un néo-taylorisme envahit l'activité, sans parler des dégâts des idéologies de la fin du travail. Pour les promoteurs de l'intelligence artificielle, les perspectives de profit sont saluées en Bourse comme immenses, pour les travailleurs l'avenir est moins réjouissant : *il y aura ceux qui disent aux machines quoi faire et ceux à qui les machines disent quoi faire* écrit l'analyste John Thornhill. Vu la faiblesse des formations et le recul des études scientifiques, ces derniers seront très nombreux. Au lieu de gloser sur les progrès miraculeux de l'intelligence artificielle, mieux vaut s'interroger sur la nécessité d'une intelligence humaine pour la maîtrise des nouveaux outils techniques.

La gouvernance par les chiffres dans l'entreprise comme en politique fait pleuvoir des tonnes d'informations statistiques dans la société sans éducation en la matière. Elles se contredisent, elles sont manipulées, aussi beaucoup pensent qu'on peut dire n'importe quoi avec les

chiffres. C'est un des vecteurs du complotisme : « On nous cache la vérité ! ». Dans un capitalisme d'addiction et de surveillance les modes de communication reposent sur la capture et le traitement des « données » par une oligarchie de puissances privées globalisées.

Quand tout ceci est vécu au plus près dans la vie quotidienne de chacun, beaucoup se trouvent un ailleurs ensemble dans la musique et certains s'évadent dans la science-fiction. **Il faut s'insurger, désobstruer la pensée et la volonté pour relever le défi d'une rééducation. C'est un effort personnel, familial et politique, il faut pouvoir le partager en dépit des obstacles dans une démocratie anémiée qui devra être revivifiée pacifiquement.**

La crise de la transmission est gravissime, nous le savons, elle creuse la tombe de la démocratie au sens historique de maison du peuple. Tocqueville avait vu juste : *la démocratie c'est l'association !* Et c'est par la création d'associations que nous pourrons ensemble nous rééduquer face aux défis du monde actuel. Reprenons l'exemple des mouvements associatifs d'après la deuxième guerre mondiale du type « Peuple et Culture », et ressourçons les valeurs autogestionnaires et mutualistes. C'est ce que nous avons voulu faire avec Confrontations Europe, créée en 1992 avec notre ami Michel Rocard. Ne délégons pas aux pouvoirs centralisés, académiques et administratifs responsables des malformations le soin de réformer l'éducation. Il faut innover, expérimenter, demander aux créateurs et aux enseignants de se rapprocher et de s'impliquer. Rarissimes à ce jour les films sur l'histoire du projet de Communauté politique européenne alors que la vague individuelle du storytelling est insatiable ! Avec ma compagne Claude Fischer Herzog nous avons créé un Cercle cinéphilie « Open World. Regards croisés », pour dialoguer et mieux nous connaître entre Européens et non-Européens.

Désobstruer la conscience va de pair avec réenraciner. Si nous voulons que l'Europe politique soit possible, il nous faut regagner les cœurs des populations humiliées, appauvries, désaffiliées. C'est sur les territoires, avec leurs histoires et leurs mémoires singulières qu'elles pourront créer des mobilités et des solidarités transfrontières pour mieux vivre et agir ensemble, découvrir les liens à l'Europe et apprendre à l'aimer. Après-guerre Maurice Allais souhaitait que l'Education nationale recrute des enseignants en provenance d'autres pays européens, jusqu'à en former 30 à 50% dans l'enseignement secondaire. Aujourd'hui le défi est plus profond et plus large. Erasmus ne doit pas être un alibi : les apprentissages transfrontières culturels, éthiques et professionnels, doivent être accessibles au plus grand nombre. **Créons une grande alliance intergénérationnelle et transeuropéenne pour la régénération de l'éducation et de l'engagement.**

Le défi géopolitique : devenir une force de paix et de coopération

Foyer de guerres récurrentes, l'Europe s'est donné une vocation depuis Kant et Bernardin de Saint-Pierre : réaliser l'utopie d'une paix perpétuelle. Robert Schuman est explicite au lendemain de la guerre mondiale que l'Europe avait provoquée : ce n'est pas seulement pour notre paix intérieure que nous allons nous unir, mais pour une promesse de paix au monde que nous avons dévasté.

Cette vocation est perdue de vue. Certes, l'Union a permis de pacifier les rapports entre ses Etats membres mais c'est aussi à l'instigation des Etats-Unis d'Amérique et en se mettant sous leur protection. Elle n'est pas intervenue lors de la guerre civile en Irlande et elle a laissé les Américains intervenir à sa place dans l'ex Yougoslavie. **Nous sommes fatigués des guerres et nous souhaitons avant tout nous protéger du monde extérieur. Mais c'est faire preuve de courte vue dans le nouveau contexte mondial de rivalité et de confrontation des puissances et leurs moyens technologiques multipliés.**

Les foyers de conflits et de massacres sont nombreux et interconnectés, mais l'Union n'est pas un médiateur, un bâtisseur de paix. Et alors que les risques de nouvelle guerre totale sont avérés et augmentés par l'Intelligence artificielle, nous en restons à la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Les Etats-Unis redéfinissent leur stratégie avec en priorité la consolidation de leur puissance face à la Chine et sur plusieurs lignes de front. Ils ne nous « protégeront » plus comme avant. **Aux prises avec la guerre en Ukraine les dirigeants européens veulent doter l'Union d'une autonomie stratégique mais ils la conçoivent essentiellement sous l'angle des moyens militaires.** Que l'Union veuille s'équiper pour sa défense est légitime, mais l'ambition de la puissance est démesurée. L'écart avec les Etats-Unis est énorme et notre dépendance envers eux n'est pas remise en question. Notre autonomie et notre force relative peuvent se découvrir autrement : **il faut nous poser la question des fins avec une nouvelle vision de la paix.** Partout dans le monde montent des ressentiments contre l'Occident or nous ne nous interrogeons pas. Comme par réflexe l'Union en revient à une logique de division ancestrale entre amis et ennemis. Sa volonté d'autonomie stratégique reste ainsi victime de profondes œillères culturelles.

Une maxime romaine est répétée à satiété : *Si tu veux la paix prépare la guerre.* Cette rengaine est inappropriée : Rome c'était la guerre perpétuelle pour bâtir un Empire. Quant à la maxime de Clausewitz « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » elle a conduit à l'escalade et elle aussi est inappropriée : l'Europe pense aux moyens mais n'a pas de politique !

Changeons de lunettes : Si tu veux la paix, prépare la paix. Confronté à la guerre, une défense armée est né-

cessaire, mais si tu ne prépares pas la paix en même temps tu entretiens les foyers de guerre. C'est le risque pris par l'Occident. Le commandant des forces US en Europe a défini un « Axe des adversaires » : Chine, Russie, Iran, Corée du Nord. L'Alliance occidentale est conçue comme un réseau global dont le Japon fait maintenant partie et qui est engagé sur plusieurs fronts : Israël, Ukraine, Taiwan. Les Américains veulent conforter leur puissance mais sont aussi contraints à la prudence pour prévenir l'escalade. La Chine, devenue aussi une grande puissance, joue un rôle considérable dans l'équilibre de l'économie globale et a développé un réseau d'alliances avec les « adversaires » de l'Occident. Préserver le dialogue et le lien avec elle est indispensable. Pour son autonomie stratégique l'Europe doit penser à un non-alignement et se rapprocher des pays du grand Sud comme l'Afrique où est la jeunesse du monde. **Ne répétons pas les fautes de l'après-guerre quand l'Occident et l'Union soviétique se sont affrontés. La guerre froide a été une catastrophe. L'Europe doit s'extraire de la logique des blocs de puissances rivales, en choisissant de se faire passeur entre toutes les grandes régions du monde pour articuler paix et coopération pour le développement.**

Russie-Ukraine, quels devoirs pour l'Union ?

L'Ukraine est une ligne de front dans un conflit plus vaste écrit l'analyste Gideon Rachman. Tel est le point de vue des Etats-Unis. Ils seront le médiateur pour mettre un terme à cette guerre en négociant le moment venu, alors que l'Union européenne n'en a ni capacité ni volonté. En revanche elle aura la charge de la reconstruction. **La guerre en Ukraine est un test existentiel pour l'autonomie et l'identité de l'Europe. L'agression de Poutine est inqualifiable et injustifiable et aider l'Ukraine à se défendre est un devoir mais cela ne dispense pas de rechercher une issue pacifique et durable.**

Que veut dire « gagner la guerre » ? On ne mettra pas la Russie à genoux. Faut-il monter aux extrêmes ? La comparaison avec 1938 est absurde. Poutine n'est pas Hitler et il ne dispose pas de la puissance industrielle qu'avait l'Allemagne. Autocrate nationaliste, il sait que la Russie est affaiblie, menacée, et il veut la consolider. Il ne s'agit pas de rebâtir ce que fut l'Empire soviétique mais il choisit la force pour élargir son territoire de souveraineté et il se rapproche des autres « ennemis » de l'Occident.

L'Occident a sa part de responsabilité dans ce qui arrive. A la fin de l'Union soviétique il a célébré son triomphe et méprisé la main tendue par Gorbatchev qui proposait de bâtir une Maison commune pour la sécurité de toute l'Europe. Les non-dits des Accords de Minsk en 2014 sont avérés et ils ont été bafoués des deux côtés. Henry Kissinger a été clairvoyant : *Bien trop souvent la question*

ukrainienne est posée comme une épreuve de force : si l'Ukraine rejoint l'Est ou l'Ouest ? Mais si l'Ukraine doit vivre et prospérer elle ne doit pas être un avant-poste militaire de l'un contre l'autre. Elle doit fonctionner comme un pont entre les deux. Il est difficile de prétendre que la Crimée et le Donbass sont en Ukraine plutôt qu'en Russie, tant l'histoire a été commune, et qui plus est sans l'accord des populations concernées. Il n'y aura pas de sécurité pour l'Union européenne si elle doit vivre une ou plusieurs générations avec un cancer de haines entre des frères ennemis à ses portes. La diplomatie n'est pas un gros mot et le coût d'un conflit prolongé risque d'être insupportable.

Accueillir l'Ukraine et plusieurs pays des Balkans dans l'Union européenne est un devoir. Préserver la volonté d'un accord de sécurité et de coopération avec la Russie

en est un autre. Les Russes ont une conscience nationale aiguë et une spiritualité vive. Assujettis à des régimes dictatoriaux qui ont exploité leur patriotisme, ils ont accepté leur joug. Ils auront à désobstruer leur conscience du stalinisme et apprendre à respecter les Ukrainiens et les autres peuples voisins qui ont choisi leur indépendance. Soljenitsyne a été très juste à ce sujet et, sans illusion sur l'Occident, il esquissait une voie pour la démocratie qui soit propre à la Russie. Les Ukrainiens de leur côté devront apprendre à ne pas cultiver haine et ressentiment, sauf à oblitérer l'avenir de leur nation. Dans le passé des liens ont été noués entre les peuples européens d'Ouest en Est que les nationalismes exacerbés ont brisés, puis que la victoire contre le nazisme a rapprochés. La chute du communisme ne doit pas les ramener en arrière. Vides d'une prise de conscience, les Européens manqueraient gravement à leurs devoirs.

Le défi économique : refonder l'Union pour le bien commun

Aux lendemains de la 2^{ème} Guerre Mondiale, abrités derrière les Etats-Unis devenus une superpuissance, plusieurs Etats européens se sont reconstruits et ont « modernisé » leurs économies avec un objectif que Lord Beveridge définissait alors comme « le plein emploi dans une société libre ». Après Keynes, l'intervention des Etats dans l'économie fut massive dans une structure que nous marxistes analysions comme un « capitalisme monopoliste d'Etat ». Mais le capitalisme est un système ouvert qui se transforme constamment.

Dès les années 1980 la formation du marché mondial, la globalisation de la finance et la révolution technologique ont commencé à bouleverser l'ordre des choses. Delors était bien conscient du besoin de fortifier l'Union, mais avec le soutien avéré de Mrs Thatcher, les pays membres de l'Union ont décidé que le marché commun devienne « unique » sans se soucier du sort des biens publics nationaux ni d'une sauvegarde communautaire sur le marché mondial. La compétition s'est développée à une large échelle puis une Union économique et monétaire a été créée. L'euro est un grand facteur de stabilisation et de valorisation du marché mais au regard des très grands écarts de productivité et de puissance intérieurs, les politiques communes de solidarités sont trop faibles. Et le manque d'une stratégie d'investissements a sévi. Dès les années 2000 la fragilité de l'édifice dans l'économie globale, les inégalités sociales, la faiblesse de croissance, les dissymétries entre Etats étaient pourtant visibles. La crise de l'Eurozone à la fin de la décennie a été très difficile à digérer, puis la Grande Bretagne a quitté le navire, et bien que certains le nient, le décrochage des courbes de productivité et de croissance entre l'Europe et les Etats-Unis est avéré.

Depuis le choc du Covid les dirigeants européens se

vantent d'une relance et d'une solidarité retrouvée. C'est aller bien vite en besogne : un emprunt communautaire, c'est bien, mais en ce début 2024, un tiers seulement des versements ont eu lieu et il n'y a toujours pas de véritable budget pour les garanties et les investissements faute de nouvelles ressources propres. Une politique industrielle commune est annoncée mais dans une compétition asymétrique entre les Etats au bénéfice de l'Allemagne, comment serait-ce possible ? Une réglementation s'amorce pour le numérique, mais c'est peu et tard : on a donné depuis longtemps les pleins pouvoirs à des géants globaux qui disposent de monopoles et de rentes exorbitantes. Verre à moitié plein me dira-t-on ? **C'est ne pas voir que nous sommes dans une crise systémique du capitalisme globalisé où l'Europe est en difficulté structurelle. Des décennies d'enflure financière et d'argent facile se sont accompagnées d'un sous-investissement massif humain et productif. Et les enjeux des rapports de forces géopolitiques et économiques globaux étant intimement liés, la prétention de l'Union à être une « soft power » ne tient plus.**

Je ne suis pas de ceux qui crient à l'horreur économique. L'économie et l'industrie ont une noblesse, une valeur, non pas simplement comme utilités mais comme foyers de dignité et de créativité des hommes. Tout dépend de ce qu'on veut en faire. Force est de constater que depuis quelques décennies dans le capitalisme contemporain l'Avoir a pris le pas sur l'Être et la compétition sans solidarité est une foire d'empoigne.

Une grande transformation du capitalisme est nécessaire, elle est possible en Europe, c'est l'heure des choix et cela commence par les objectifs. Or si la prise de conscience écologique est effective, l'Union minore les coûts et les sacrifices des changements à opérer,

s'exposant à la révolte des populations concernées. Ce n'est pas seulement le rapport à la nature mais aussi les rapports humains qu'il faut changer quand les sociétés se déchirent. Aussi le « Green deal » est-il unijambiste, inefficace, et sa gouvernance manque la cible. L'Union décide quelles sont les technologies du futur sans assumer les conditions de leur mise en place, et l'adaptation des habitats des sociétés les plus fragilisées face aux dérèglements climatiques est indigente.

Un développement humain, écologique et solidaire, doit se construire au plus près de la vie sur les territoires en se concertant, en planifiant les investissements et en partageant les coûts. L'Union devra se rendre coresponsable pour des biens d'intérêt public essentiels avec les Etats. Ainsi pour l'énergie, l'Europe a misé unilatéralement sur les renouvelables avant que des Etats ne s'aperçoivent des effets pervers dans leur mise en place et que la relance du nucléaire est nécessaire vu l'ampleur de la croissance des besoins en électricité dans une économie décarbonée.

Un impératif de bien public est celui de la formation des compétences : il faut redonner goût et sens à la science, et attractivité aux métiers industriels pour réhabiliter l'habitat et la production dans tous les secteurs et sur tous les territoires. Les offres de formations manquent et relèvent de choix de société, or l'Union n'a aucune stratégie en la matière. Elle devrait au moins se rendre responsable des mobilités transfrontières indispensables de formation et d'emploi avec les partenaires publics et privés pour accorder les offres et les demandes. **De façon générale l'objectif d'un développement humain et écologique est noyé sous l'enflure des règles et des normes et tous les investissements de long terme sont retardés, compromettant ainsi l'avenir de nos sociétés.**

Le cœur des réformes structurelles : la répartition des rôles entre public et privé

Un débat sans faux fuyants doit s'engager sur les réformes structurelles et la gouvernance de l'économie européenne. Le cœur du problème à résoudre est celui de la répartition des rôles entre les acteurs publics et privés, actuellement dissymétrique, non coopérative, inefficace. D'un côté les Etats sont accaparés par les tâches sociales pour réduire les inégalités et faire face aux crises du système. Ils se sont ainsi lourdement endettés et sont quasiment incapables de promouvoir les investissements publics. Devant tailler dans leurs dépenses, ils abusent de contrôles exercés par une bureaucratie envahissante. De l'autre côté la très grande masse des entreprises, sources d'innovation, ne peut pas déployer des investissements d'intérêt général sous l'aiguillon de la compétition excessive et la tutelle des marchés financiers.

Par contre, une oligarchie de groupes privés géants globalisés dispose de tous les fonds et privilèges nécessaires pour investir de façon autonome et sans entraves en fonction de leur profitabilité. Ils ont colonisé l'Internet et ils monopolisent les datas, ils usurent de plus en plus

des fonctions traditionnelles des gouvernements dans les domaines des biens publics. Les peuples et leurs Etats doivent choisir : accepter ce techno-colonialisme ou restaurer une maîtrise publique. Le choix est particulièrement compliqué pour les pays du Sud à qui on demande de prendre parti entre les réseaux d'un Occident jugeant trop risqué d'investir dans leurs infrastructures essentielles, et ceux des BRICs organisés par la Chine et ses partenaires. Tous ont urgemment besoin de réforme des institutions monétaires et financières internationales, mais les Occidentaux n'y sont pas disposés.

La régulation du grand marché est hautement responsable de cette situation. Je l'ai dénoncée avec Michel Barnier et Mario Monti en vain dès 2007-2009, et je me réjouis qu'on parle aujourd'hui de réforme du marché, de bâtir des filières industrielles, de financements européens pour les investissements avec l'utilisation de l'épargne et l'intégration des marchés financiers. Mais la réforme sera très difficile tant les problèmes des rentes et des gâchis des ressources sont profonds et liés au mode de gouvernance de l'Union. Il faut établir un cadre de co-responsabilité entre les Etats et l'Union, entre les acteurs publics et privés, autour d'objectifs planifiés pour la régénération des biens communs.

Proposer des réformes sans une critique rigoureuse de la gouvernance de l'Union, c'est exonérer les dirigeants politiques de leurs responsabilités. Vécue comme une source infinie de normes et d'obligations, cette gouvernance n'est jamais soumise à une évaluation publique et loyale. Et cela a creusé un grand écart entre les dirigeants et les citoyens.

Deux changements sont prioritaires : développer systématiquement des coopérations horizontales dans toute l'Union et créer une Autorité politique. Les coopérations doivent se nouer entre les territoires et les régions, et aussi entre les Etats volontaires pour les structurer dans tous les domaines d'intérêt général (formation, santé, énergie...). Ils ne doivent être empêchés ni par des règles de concurrence obtuses, ni par le veto des Etats non coopératifs.

Une Autorité politique devrait réunir un petit groupe de personnalités de la société civile, publiques et privées, mandaté pour élaborer le projet de redéfinition des objectifs et de refondation de l'Union. Ses propositions seraient présentées devant les opinions publiques nationales pour consultation. Ceci préfigurerait la formation d'un gouvernement comptable de ses actes qui ferait appel à la participation des Européens. Ni le Conseil ni la Commission n'ont la capacité de s'autoréformer pour gouverner.

Je ne préjuge pas de la forme institutionnelle du futur pour l'Union. Je l'espère fédérale mais ni la notion de Fédération d'Etats-nations suggérée par Delors, ni celle des Cercles concentriques n'ont eu d'écho. **Tenter de recommencer par un nouveau projet de Constitution est tout à fait prématuré car revivifier la démocratie est d'abord nécessaire tant au niveau des Etats que de l'Union pour redonner sens à un projet politique.**

Vers une démocratie partenariale et plurinationale

La démocratie est une forme d'organisation de la vie politique qui permet à un peuple de vivre dans une maison commune. Depuis l'Antiquité grecque cette Cité est elle-même un bien commun où « *la politique, c'est la mise en commun des paroles et des actes* » (Hannah Arendt). **On parle de LA démocratie en général, comme si c'était une essence éternelle, mais en réalité elle a une histoire multiforme qui n'est pas un chemin de roses.** La démocratie athénienne était incarnée dans une Assemblée qui était un club réservé à une élite, où les esclaves et les femmes étaient exclus. La République romaine a repris et enrichi ce modèle, inventé la citoyenneté, des valeurs et un droit. Mais elle s'est transformée en Empire qui s'est décomposé.

A l'époque des Renaissances, des Etats se sont formés qui ont d'abord continué à donner délégation de pouvoir à un Souverain. Hobbes a justifié le monopole de la violence légitime sur « son » territoire par la nécessité de pacifier les rapports sociaux. Puis vinrent les Lumières et l'invention de la démocratie représentative dont la Révolution française fut emblématique. Le concept de contrat social avancé par Rousseau a eu une immense portée en Europe, mais il est resté implicite. Hegel a voulu que l'Etat de raison soit responsable de définir une vérité commune par-delà les divergences afin d'assurer la cohésion de la société. Marx proposera une utopie communiste dépassant les luttes de classes et à vocation internationale. Elle a sombré avec l'Union soviétique.

Tocqueville et d'autres grands penseurs n'ont jamais confondu liberté et démocratie, au contraire ils ont tôt perçu la face sombre de la démocratie libérale et l'histoire leur a donné raison : la volonté de puissance a conduit au pire et les mouvements civiques autogestionnaires ont été refoulés.

Aujourd'hui en Europe la crise des démocraties nationales est profonde et l'Union est une technocratie de juristes et d'experts, non une démocratie. Une grande majorité des populations membres de l'Union européenne y trouvent leur intérêt mais cela ne signifie pas une adhésion de cœur et d'esprit. Les démocraties libérales occidentales sont encore supposées incarner le bien commun, mais les sociétés se fracturent et les représentations élues sont de plus en plus contestées. Pourtant la délégation de leurs pouvoirs par les peuples est toujours la règle, et ils sont soumis à la bureaucratie et à un capitalisme qui combine addiction et surveillance.

A l'ère de l'individu (un « roi » très assujéti) et du monde globalisé mais non civilisé, nos démocraties souffrent de contradictions fondamentales que nous devons résoudre dans la perspective d'un nouvel âge. Le « dédagisme » des dirigeants affecte la stabilité des gouvernements et en guise d'unité nationale on voit monter les extrêmes. Or, si les individus sont

beaucoup plus libres et informés et veulent penser par eux-mêmes, la plupart ne se sentent pas responsables d'assumer des choix collectifs. On parle d'aller vers une démocratie participative mais par des voies qui visent surtout à mieux légitimer les pouvoirs centraux en place. **Je propose une démocratie « partenariale », sachant que participer vraiment signifie que les gens puissent devenir coresponsables et cogestionnaires de leurs choix. Cette tâche immense nécessite de franchir un mur de réformes.**

Il faut décentraliser l'Etat et cogérer l'entreprise. On voit ainsi les pays européens du Nord et l'Allemagne être plus solides que les pays centralisés tels que la France et la Grande Bretagne. Néanmoins leurs modèles sont aussi confrontés aux problèmes des crises aiguës de l'éducation, du travail et de l'information. Partout il faut se demander comment redéfinir les rôles et les capacités pour engendrer des solidarités nouvelles. Quant aux représentants élus et aux gouvernants, ils ne pourront plus se reposer sur la règle de majorité. Il faudra regagner le cœur de ceux qui votent pour les extrêmes, rendre constructif le dialogue public, maîtriser l'économie, réinventer l'ascenseur social, faire appel aux sociétés civiles. **Au-delà du « gouvernement représentatif » des Lumières, le défi est de gouverner en partenaires.**

L'Union européenne n'est pas sans mérites par rapport au règne antérieur des Etats rivaux mais ceux-ci demeurent peu coopératifs dans un système où l'on abuse de la délégation de pouvoirs à une technocratie se voulant aussi peu contestable que possible. **Nous devons dépasser ce système pour faire éclore une démocratie plurinationale où les Européens pourront participer eux-mêmes aux actes communautaires, et pas simplement par un vote tous les cinq ans à un Parlement constitué de conglomerats de partis nationaux.** Faute de quoi la notion de « souveraineté européenne » n'a aucune assise populaire. La démocratie européenne doit se construire « par le bas », avec l'implication des sociétés locales et nationales formant société civile en Europe, et « par le haut » avec la formation d'un gouvernement qui soit garant des solidarités.

Le clivage idéologique entre libéralisme et il-libéralisme est donc hautement discutable. Les failles de nos démocraties libérales sont visibles, et dans le monde, les régimes il-libéraux voire dictatoriaux, ont un soutien populaire. **Des démocraties hybrides se cherchent, dans des luttes où les peuples ne renonceront pas plus que nous à leurs traditions. Il faut penser aux coopérations avec elles et non pas leur opposer nos modèles.**

La question des ressources spirituelles est décisive

Dans un ouvrage intitulé « La crise de l'esprit » (1919), Paul Valéry a écrit : *Nous autres civilisations nous savons que nous sommes mortelles*. C'était au lendemain de la première guerre mondiale dont l'Europe fut le foyer. Emmanuel Macron a repris ces mots dans son récent discours à la Sorbonne. Mais sans approfondir les causes du péril il a aussitôt appelé à rendre l'Europe plus puissante en la préparant à la guerre. Pour ma part je pense que le péril est d'abord en nous-mêmes dans nos façons de penser et d'agir, avec la perte de nos idéaux du passé ; sans nier les périls extérieurs ni le besoin de s'en défendre, j'appelle à bâtir la paix à laquelle le plus grand nombre des peuples du monde qui sont dans la souffrance et l'angoisse aspirent. Avec une nouvelle vision du monde nous devons nous transcender pour en solidarité avec les autres populations bâtir des ponts entre toutes ses régions, et sauver l'humanité des périls qui la rongent.

Emmanuel Macron a appelé à une souveraineté européenne pour fonder sa puissance, en transposant au niveau de l'UE la notion de souveraineté de l'Etat. Le risque est grand de confondre souveraineté de l'Institution (Etat ou Union) et souveraineté du peuple. Or les Lumières ont voulu bâtir des institutions où le peuple soit souverain. En ce sens Jean Jacques Rousseau appelait à former *un corps moral et politique*. Et Charles Péguy dénonçait la politique qui a brisé la tradition de mystique républicaine, nourrie d'un tissu commun de traditions d'honneur, de gloire, de travail bien fait. *Qu'important disent les politiciens...nous savons gouverner...Voyez les élections...Le gouvernement fait les élections, les élections font le gouvernement*. Ces élections sont grotesques disait-il, que n'aurait-il pas dit aujourd'hui ! Certes la notion de « peuple souverain » est une fiction, mais le peuple est bel est bien une réalité qui au sein des nations a fait unité par ses valeurs et son labeur, par sa créativité, ses passions révolutionnaires et son patriotisme même si elles ont été dévoyées.

Sombrier aujourd'hui dans la délégation générale des pouvoirs est intolérable. Comme l'a souligné Paul Ricoeur, des institutions qui ne reposent pas sur un affectio societatis sont bâties sur du sable. Aujourd'hui c'est la société elle-même qui se brise et pourtant, même dans ses errements, le peuple aspire encore à s'identifier et, espérons, à s'unir ! Au niveau européen, je le répète, ce n'est pas une démocratie mais une technocratie qui « gouverne ». **Aussi la fierté de l'association Confrontations est d'avoir appelé à « former société en Europe », un défi plus que jamais actuel.** Dans ce but relever le défi culturel est primordial tant pour mieux comprendre notre passé, qui nous sommes en tant qu'Européens, que pour imaginer, ouvrir les fenêtres du futur dans le contexte radicalement nouveau qu'est la mondialisation.

La foi et la raison ont toutes deux en Europe généré un « humanisme » appelant les hommes à s'élever au-delà de leur condition. Les traditions religieuses ne refluent pas dans le monde, bien au contraire, mais l'Union européenne n'assume pas l'évidence de plus de 15 siècles de Chrétienté, ni de 5 siècles de Lumières qui, marxisme y compris, furent des religions politiques à souche scientifique. **Que l'on soit « croyant » ou non, il est impératif de recréer une foi, c'est-à-dire une confiance en nous-mêmes pour le présent et l'avenir, en nous remémorant le rôle des mythes et des religions dans l'histoire.** Alors que la foi en l'humanité est en jeu nous devons nous ouvrir à celles des non-Européens où les traditions sont toujours vivaces. Le principe de laïcité qui a séparé le religieux du politique est certes un grand progrès, mais il ne revitalise pas la politique pour autant. Ainsi en France on enseigne la laïcité comme un principe majeur de liberté, mais une majorité de jeunes y voient au contraire une machine à exclure, faute d'éducation pour comprendre le rôle des religions dans l'histoire spirituelle et politique.

La raison est toujours invoquée comme motrice de vitalité démocratique, mais là aussi on ne mesure pas à quel point elle est en péril. Qui guidera la raison ? Cette question d'Edgar Morin n'est pas anecdotique. L'histoire a prouvé que l'on peut conduire au pire au nom de la raison : à la guerre et à la dégradation de notre environnement naturel. Aujourd'hui confondre les sciences avec leurs « applications » techniques commerciales fait des ravages. On est loin des exigences de Descartes et des Lumières qui appelaient à chercher la vérité dans les sciences. La recherche scientifique s'est nourrie d'un esprit de curiosité, d'imagination et de bien public qui est dévoyé. Pourquoi faire l'effort de m'éduquer si l'intelligence artificielle fait le travail à ma place ? Si nombre de jeunes se détournent des études scientifiques, et si beaucoup s'inventent des fables pseudo-scientifiques avec l'aide des réseaux sociaux, c'est surtout parce que l'esprit de désintéressement et la beauté de vie que ces études peuvent générer sont perdus de vue.

L'Europe est en péril mais l'avenir n'est pas écrit d'avance. Régénérer notre conscience est primordial, ne pas ressourcer des idéaux c'est faire naufrage. Mais on ne reproduira pas le passé et il faut un projet d'avenir. La jeunesse en portera la tâche ou pas. Ce n'est ni par la protection ni par l'appel à la puissance qu'elle pourra l'assumer. Comment l'aider à aimer l'Europe ? Elle est tournée vers le monde et aimerait prendrait des risques pour le bien commun de l'humanité. Aussi faut-il donner un autre rôle à l'Europe, celui de passeur et de partenaire entre les populations du monde pour forger la paix et la coopération, et inventer ainsi un humanisme de fraternité qui soit vraiment universel.

Philippe Herzog le 20 mai 2024

Références Livres

Arendt H. *La crise de la culture* (1954). 1972, Folio Gallimard

Chapoutot J. *Le grand récit. Introduction à l'histoire de notre temps*. 2021, PUF

Hersant Y. et Durand-Bogaert F. *EUROPES. De l'Antiquité au XXe siècle. Anthologie critique et commentée*. 2000, Robert Laffont

Herzog P. *Les failles de la Raison. Pour un nouveau discours de la méthode*. 2023, Descartes & Cie

Peguy Ch. *Notre jeunesse (1910)*. 1993, Gallimard

Sichère B. *Il faut sauver la politique*. 2004, Lignes-Manifeste

Valery P. *La crise de l'esprit (1919)*. Le Philosophe, Editions Manucius

Zweig S. *Tolstoï*. 2017, Buchet.Chastel

Articles et revues

Fischer Herzog C. *Afrique de l'Ouest. Souveraineté, développement et coopération* (5 février 2024) La Jaune et la Rouge

De Larosière J. *Ukraine*. Mai 2024

Plender J. *The overlooked threats to global finance* (16 avril 2024) Financial Times

Arnold, Fleming and Jones *Can Europe's economy ever rival the US?* (15 mai 2024) Financial Times

L'Europe, contrat d'immigration et de mobilités (Automne 2023) La Revue de Confrontations Europe

« Une question de vie ou de mort » ou quand l'amour est plus fort que les règles !



A l'issue de la conférence du 16 mai avec Philippe Herzog et Michel Derdevet (voir en page 11), l'allégorie fantastique et pleine d'humour de Michael Powell et Emeric Pressburger a apporté sa touche de lyrisme, de poésie et d'émotion... L'au-delà en noir et blanc côtoie la terre en technicolor pour le combat d'un homme en sursis qui veut vivre après avoir trouvé l'amour. Une réflexion sur les enjeux de la vie, de la mort, de l'amour avec sensibilité et brio, écrit juste après la guerre en 1946... Les décors oniriques du Paradis resteront gravées dans nos mémoires, ainsi que le flegmatique David Niven défendant son droit à la vie jusqu'aux portes de Saint Pierre ! Un moment suspendu...



Est-il raisonnable de garder son enthousiasme ?

« La réussite c'est d'aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme ». Cette phrase de Winston Churchill, qui résume sa vie, m'a toujours interpellé.

Par ses temps où l'orage gronde dans le ciel comme dans le monde, quand il grêle en mai pour nous empêcher de « mettre ce qu'il nous plaît », peut-on encore trouver un espace d'enthousiasme sans être ridicule ou

dangereusement innocent ?

La conférence de Philippe Herzog hier soir avec son successeur à Confrontations Europe Michel Derdevet, animée par l'infatigable Claude Fischer m'a donné quelques instants de réponse.

Pour connaître Philippe Herzog depuis des lustres, son parcours me questionne, de ses rouges années comme macro-économiste en chef du PCF, puis de député européen à collaborateur de Michel Barnier à l'Europe, en passant par la création de cet espace d'intelligence collective sans être artificielle qu'est toujours Confrontations.

En alliant cadre pertinent et hauteur de vue, il n'a jamais fait de la politique ce spectacle de vulgarité qu'elle est trop souvent aujourd'hui.

Il n'est peut-être pas nécessaire d'être optimiste pour garder de l'enthousiasme.

Gilles Norroy



Les Entretiens Européens & Africains

L'avenir de l'Europe un enjeu démocratique

CONFRONTATIONS
EUROPE

Retrouvez le YouTube

de la Soirée Européenne à la Maison des Travaux Publics

<https://www.youtube.com/watch?v=UQM9rl4KZGA&feature=youtu.be>



Dans un débat stimulant, Philippe Herzog et Michel Derdevet se sont confrontés amicalement avec la volonté de clarifier les enjeux des élections européennes. Un gros accord entre les deux hommes sur « la morne plaine » de la campagne, et la « déshérence culturelle ». Comment reconquérir le cœur et l'esprit des gens et plus particulièrement des classes populaires quand les partis politiques n'offrent pas de projet politique et escamotent le débat de fond ? Rien ne sert de citer Paul Valéry, sur « notre civilisation mortelle », si on n'approfondit pas le pourquoi s'est exclamé Philippe Herzog qui nous a proposé de « désobstruer » nos consciences et de nous rééduquer : apprendre à aimer et à vivre une Europe enracinée au plus près de la vie des gens et tout à la fois repenser le rôle de l'Europe dans une nouvelle vision du monde. Car dans le monde qui a muté et se réorganise, l'Europe cherche à redevenir une puissance. Puissance militaire dans le bloc atlantiste, ou force de paix et de coopération non alignée, elle doit choisir. Pour lui, l'Europe doit « préparer la paix pour gagner la paix ». Gagner la paix... et retrouver la prospérité, qui nécessitent une nouvelle approche économique et des solidarités actives sur nos territoires et entre

les Etats membres. « C'est dans l'air » s'est-il réjoui, citant Mario Draghi qui prépare un projet de refondation du socle du marché unique et le l'Union économique et monétaire... C'est ce projet qui devrait être au cœur de la campagne a regretté l'ancien député européen qui avait en son temps proposé « un nouvel Acte unique », et demain au cœur de la politique des nouvelles institutions. La Commission n'est pas habilitée, ni légitime, il faut créer un Gouvernement, à partir d'une Autorité politique qui travaillera avec des sociétés invitées à participer et à s'engager. Un nouvel âge démocratique à bâtir avec les jeunes générations ! Michel Derdevet a renchéri en proposant un changement des modes de scrutin et des consultations régulières, y compris avec des plateformes digitales...La démocratie a besoin d'acteurs a-t-il ajouté, regrettant la misère des moyens mis à leur disposition, et la disparition des Maisons de l'Europe dans la France rurale. Comment gagner les esprits et les consciences dans ces conditions et consolider l'influence française en perte de vitesse en Europe ? Puissent ce débat et notre action y contribuer !

Claude Fischer Herzog

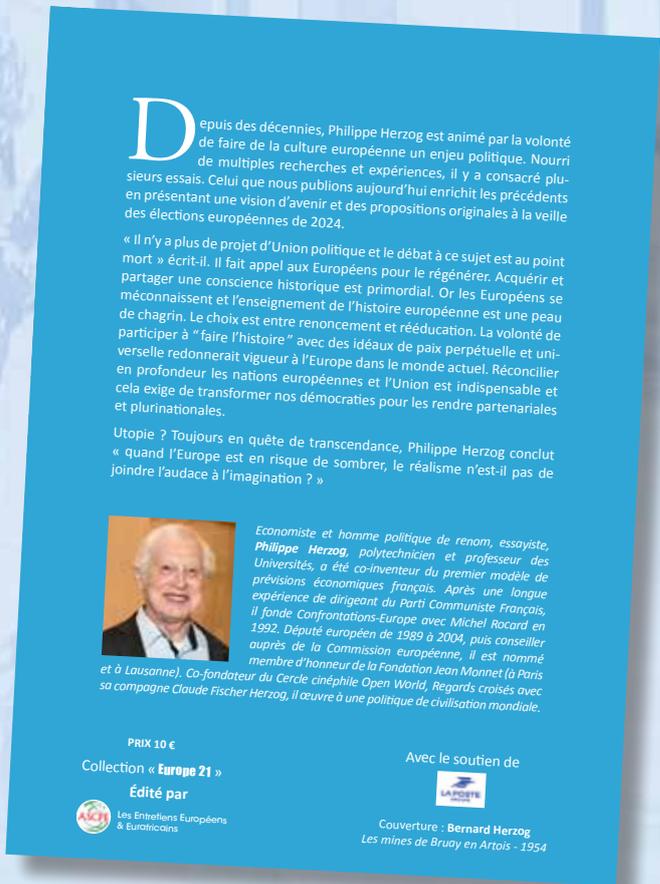
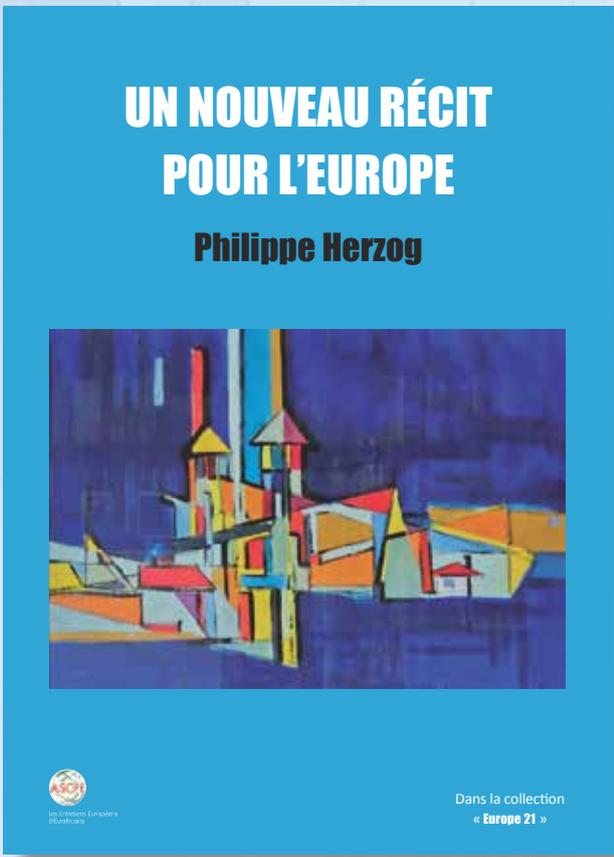
Découvrez le livre et La Revue de Confrontations Europe, deux contributions importantes dans la campagne des Européennes



Grand entretien

Un projet politique européen n'est pas une obligation mais c'est un choix. Je l'assume toujours pleinement et c'est pourquoi je veux aujourd'hui contribuer à refonder notre Union dans un contexte radicalement nouveau par rapport à celui des origines.

Philippe Herzog, dans La Revue de Confrontations Europe



LA JAUNE & LA ROUGE

Notre camarade, économiste et homme politique, bien connu pour son attachement à l'Europe vient de publier, à point nommé en cette veille des élections européennes, un nouvel essai sur le besoin d'une Europe plus forte et plus ouverte, capable, avec un enjeu politique basé sur une culture commune, de reprendre le contrôle de son économie et de devenir une force de paix et de coopération avec la volonté de promotion de la fraternité et non de la guerre. Ce récit se situe dans l'espace mondial où l'Europe doit redéfinir sa place et contribuer à un nouvel ordre en jouant le rôle de passeur entre les différentes régions du monde. Il développe son ambition en trois chapitres foisonnants. D'abord la nécessité d'acquérir et de partager au sein des pays européens une conscience historique et de la renouveler au regard des enjeux actuels, mais cela ne va pas de soi tant les récits historiques divisent, et l'auteur appelle à nourrir une espérance pacifique à partir de ce qui unit les pays. Contre le renoncement ou l'indifférence, cet essai propose une rééducation, une redécouverte de notre unité et présente des solutions concrètes pour bâtir une Europe des coopérations et des solidarités, mais cela ne peut pas se faire dans la continuité des choix et des méthodes de nos institutions actuelles. Ses propositions sont peut-être utopiques mais la lecture de cet essai court mais très riche de références historiques et philosophiques est stimulante pour la réflexion et pourra nous inciter à prendre notre part dans l'expression démocratique européenne.

Par Anne Bernard-Gély (X74) – La Jaune & La Rouge – N° 795 – Mai 2024

BULLETIN DE COMMANDE
UN NOUVEAU RÉCIT POUR L'EUROPE

NOM Prénom

Adresse

Email Tél

Je commande Exemplaire(s) du livre

• 10€ l'unité + 4 € de frais de port Je verse : €

- Par virement : ASCPE - IBAN : FR76 3006 6101 2100 0106 1640 126
- Par chèque à l'ordre d'ASCPE – 9 rue des Larris – 93800 – EPINAY SUR SEINE

Télécharger la version PDF pour 5 €, directement sur le site : www.entretiens-europeens.org

Les Entretiens Européens & Eurafricains
Directrice de publication : Claude Fischer Herzog
9 rue des Larris, 93800 Epinay/Seine
Port.: 00 33 (0) 6 72 84 13 59
contact@entretiens-europeens.org
www.entretiens-europeens.org